

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1921.

Projet de loi relatif aux Bibliothèques publiques (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le rapport de la Commission des Bibliothèques publiques, joint à l'Exposé des motifs, me dispensent d'insister longuement sur l'urgente nécessité du projet qui vous est soumis.

Parmi les nombreuses considérations propres à justifier le projet, il en est deux, dont l'importance est particulière et de nature à ne pas échapper à l'attention de nos honorables collègues.

Les efforts de plus d'un demi-siècle, accomplis en Amérique et en Angleterre pour la création et le développement des bibliothèques publiques et les résultats surprenants auxquels ils ont abouti, prouvent que ces institutions conçues et organisées comme elles doivent l'être, c'est-à-dire non point comme des œuvres de charité, mais comme un véritable service public, comme la branche principale de l'enseignement post-scolaire, sont au premier chef, un facteur puissant du développement intellectuel et moral.

On pourrait appeler la Bibliothèque publique, l'école professionnelle de la vie. N'y-a-t-il pas, en effet, en ce qui concerne le développement intellectuel et moral, un arrêt brusque, un vide immense, entre la sortie de l'école primaire et l'entrée dans la vie définitive, c'est-à-dire l'institution d'une famille, pour tous ceux qui ne peuvent gravir les différents échelons de l'enseignement, et qui sont l'immense majorité de la population.

Sans parler des nombreuses communes — plus de la moitié de celles du pays —

(1) Projet de loi, n° 208.

La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Theelen, Harmignie, Marck, Verachtert, Heyman, Schaetzen.

dans lesquelles il n'existe aucune bibliothèque accessible à tous les habitants, il n'est pas exagéré de dire que rares sont celles où il y a une bibliothèque publique vraiment digne de ce nom, et cependant, pour la presque totalité des habitants d'une commune, quel autre moyen y a-t-il pour parfaire l'œuvre d'enseignement et d'éducation — à peine ébauchée à l'école primaire — que la bibliothèque publique, seul endroit où l'on peut se procurer gratuitement ou à peu près, les instruments de travail intellectuel ?

L'adolescent sorti de l'école primaire peut continuer à s'instruire ne fût-ce que, si j'ose dire, en vertu de la vitesse acquise. Les nombreux loisirs dont les jeunes gens disposent, comment les employer plus utilement, plus noblement que par la lecture et l'étude ? Or, si la bibliothèque locale ne leur en fournit pas le moyen, où chercheront-ils l'emploi de leurs loisirs, de leur activité, de leur curiosité, ou de leur besoin de lecture ? Dans la lecture de romans-feuilletons, de publications volantes, inutiles, sinon dangereuses, et le plus souvent, leur désir de développer ce qu'ils ont appris à l'école ne disparaîtra-t-il, point lentement mais sûrement, faute d'aliment pour le satisfaire ?

Et, ce qui est vrai pour l'enseignement post-scolaire de la jeunesse, ne l'est pas moins pour le progrès intellectuel et moral des adultes. Et cette seconde considération n'est pas moins impérieuse que la précédente.

Le progrès social a imposé la diminution des heures de travail. Le Parlement belge dans sa presque unanimité a voté la loi « des huit heures ». Ce sera un grand bien pour notre classe ouvrière, surtout pour l'esprit de famille. Mais cette loi exige comme corollaire, des connaissances professionnelles et même une culture générale plus approfondies.

C'est avec cette raison que le Ministre des Sciences et des Arts disait récemment que la restauration des forces intellectuelles et morales du pays apparaît aussi pressante, sinon plus, que la restauration des forces économiques.

Tout le monde est profondément convaincu de cette vérité.:

Mais qu'avons-nous pour remplir utilement les huit heures de loisir ? Des courses de bicyclettes, des concours de pigeons, le tir à l'arc, le jeu de boules et de balle, le cinéma, le cabaret, les dancings... Pour le relèvement économique et social, pour le développement, pour l'amélioration de la race, pour le progrès moral et intellectuel, c'est évidemment trop peu !

Certes, dans les grandes villes les moyens de s'instruire ne manquent pas en général, encore qu'ils soient souvent mal organisés et trop peu connus, mais en dehors des seuls chefs-lieux de provinces ou de très rares arrondissements, il n'existe que des organismes de fortune, mal outillés, mal installés, d'un accès souvent difficile, fonctionnant d'une manière intermittente, manquant de ressources, presque toujours ignorés des pouvoirs publics et des particuliers.

A l'heure actuelle, environ 1,500 communes ne possèdent aucune bibliothèque publique.

J'ai compulsé les renseignements et les catalogues fournis chaque année par les dirigeants des bibliothèques participant aux envois de livres faits par le Département des Sciences et des Arts ; le résultat de mon enquête fut navrant. Je puis dire, sans crainte d'être démenti, que parmi les 1,600 bibliothèques reconnues par le Ministère petit est le nombre de celles qui sont convenablement outillées, installées et dirigées.

Le tableau ci-dessous en est la preuve évidente.

Communes (à l'exception de l'agglomération bruxelloise et des chefs-lieux de provinces) possédant une ou plusieurs bibliothèques ayant :

Moins de 300 volumes.	de 300 à 500.	de 500 à 1,000	de 1,000 à 3,000.	plus de 3,000.
Brabant . . . 66	56	46	31	8
Liège . . . 93	50	57	37	15
Hainaut . . . 67	44	58	38	5
Namur. . . 97	15	9	7	2
Luxembourg. 110	50	8	3	0
Anvers . . . 27	60	44	30	4
Limbourg . . 60	24	10	8	0
Fl. orientale . 28	22	27	19	6
Fl. occident. 53	22	13	5	6
601	323	252	178	46

Nombre de communes ne renseignant pas le nombre de volumes qu'elles possèdent :

Brabant.	20
Liège	9
Hainaut.	18
Namur	11
Luxembourg	28
Anvers	53
Limbourg	13
Flandre orientale. .	10
Flandre occidentale.	23
Total	174

Jusqu'à ce jour, le Département des Sciences et des Arts disposait d'un crédit de 100,000 francs, servant à la fois à encourager la littérature et la science et à acquérir des livres pour les bibliothèques publiques. Au prix où sont les livres, cela permet d'envoyer à chaque bibliothèque reconnue une moyenne de quatre à cinq livres par an. Cette situation doit s'améliorer. Elle le doit d'autant plus si l'on considère ce qui a été fait à l'étranger dans ce domaine.

En Angleterre, depuis plus d'un demi siècle les « Free public libraries » se sont multipliées et développées dans des proportions que nous devons sans doute longtemps admirer avant de pouvoir les imiter. Il n'en est pas moins vrai que nous devons y tendre, toutes proportions gardées. Aussi le réseau touffu de bibliothèques modèles dont l'Angleterre peut s'enorgueillir, n'a-t-il pas été créé en un jour ni en un an.

La lecture y est toujours traitée comme un service public ; les bibliothèques y sont pourvues de la personnalité civile.

L'« Ewart Act » de 1850, autorise les municipalités à prélever une taxe pour l'entretien des bibliothèques, un penny par livre sterling, imposable à l'« income tax ».

Sans parler des petites bibliothèques rurales, des cabinets de lectures, des bibliothèques de sociétés, de clubs, etc., il y a en Angleterre près de 700 bibliothèques dont la plus petite possède 5,000 volumes et qui toutes ont une salle de

travail, une salle de lecture avec journaux et revues et beaucoup une salle spéciale pour enfants.

Les États-Unis d'Amérique qu'on a appelés le pays des bibliothèques sont encore mieux organisés sous ce rapport que l'Angleterre.

En 1915, il y avait 8,302 bibliothèques dont environ 3,000 possédaient au minimum 5,000 volumes. Et qu'on ne dise pas que dans ce pays de richesses, c'est la bienfaisance fantastique de milliardaires qui a permis de faire plus grand que nous ne faisons en Europe.

Certes l'aide n'a pas manqué, certes des dons généreux ont fécondé les initiatives, mais ce sont les différents États qui furent en cette matière les initiateurs. Ils ont créé très utilement et petit à petit, par plus d'un siècle d'efforts, ces institutions que l'on ne connaissait pas en Europe et que nous ne connaissons pas encore chez nous.

En dehors de toute donation ou revenu particulier, l'impôt spécial pour les bibliothèques rapporte aux États-Unis, environ 35,000,000 de francs. Il y a lieu de remarquer aussi qu'un très grand nombre de ces bibliothèques publiques dans les villes sont pourvues de branches et succursales s'étendant sur la campagne, par leurs bibliothèques circulantes.

Jetons enfin un coup d'œil sur un pays voisin inférieur au nôtre par le chiffre de sa population et le nombre de ses communes (1,118) : la Hollande.

Les plus récentes statistiques complètes, relatives aux bibliothèques publiques, remontent à 1908. A cette époque, la Hollande comptait déjà 622 bibliothèques.

Les dernières données nous sont fournies par l'annuaire de 1919, de la *Centrale Vereeniging voor Openbare leeszalen en bibliotheken*. 56 communes possèdent une ou plusieurs bibliothèques comprenant une salle de lecture et de travail — avec journaux, revues, annuaires, atlas, etc. — Ces bibliothèques, à de rares exceptions près, sont ouvertes au public tous les jours ; elles ont un personnel rétribué, comprenant en moyenne quatre bibliothécaires et adjoints, et possèdent une moyenne de plus de 5,000 volumes. Leur salle de lecture et de travail sont fréquentées, chaque année, par des milliers de personnes.

Les efforts des éducateurs anglais, américains et hollandais ont été largement récompensés.

Personne, en effet, ne contestera que, en Amérique, en Angleterre et en Hollande les classes ouvrières sont plus instruites que dans n'importe quel pays. — L'arbre a porté ses fruits : la bibliothèque a continué l'œuvre commencée à l'école. En France même, la situation de l'enseignement post-scolaire peut être comparée à la nôtre. — Le Comité américain pour les régions dévastées et l'« American library Association » ont unis leurs efforts à ceux d'un groupe d'éducateurs français pour organiser des bibliothèques dignes de ce nom.

Ce sont les régions dévastées qui leur ont servi de terrain d'expérience et qui ont bénéficié d'abord de leur dévouement, de leur compétence et de leur largesse. A Soissons et dans la région avoisinante, au milieu des ruines déjà surpeuplées, ils viennent de bâtir des baraquements spacieux et confortables, avec salles de lecture séparées pour adultes et pour enfants, comprenant des milliers de romans, d'ouvrages scientifiques, économiques, professionnels et artistiques, et où des centaines de rapatriés, après les durs labeurs de reconstruction, viennent se délasser en s'instruisant.

Ces exemples, ces résultats, nous dictent notre devoir.

En votant le projet qui nous est soumis, nous pourrions rapidement regagner le terrain perdu.

Forts de l'expérience acquise, nous pouvons affirmer qu'aucune législation sur la matière n'est plus complète, plus libérale que le projet de loi qui nous est soumis. En le votant, nous rendrons un service signalé à notre pays.

Il convient de rendre ici un public hommage à une œuvre née de la guerre et qui continue à se signaler par d'éminents services dans le domaine de la lecture populaire.

Lorsque, en 1915, l'occupant supprima les crédits pour les bibliothèques publiques, M. A. Rouvez, alors Directeur au Ministère des Sciences et des Arts, assisté de MM. Van Overbergh, Président, Cornélis-Lebègue, Vice-Président et Nyns-La Gye, Trésorier, créa, avec l'aide généreuse du Comité National et quelques hommes d'œuvre, le *Comité central des Oeuvres de Lecture populaire*. — A la mort de M. Rouvez, M. Ad. Rutten lui succéda, comme Secrétaire.

Le Comité central restaura 182 bibliothèques détruites par la guerre, il fit des dons de livres à 1,525 bibliothèques et il a actuellement mis en circulation plus de 1,200 bibliothèques itinérantes.

Le Gouvernement a estimé que cette œuvre ne pouvait pas disparaître avec la guerre. Depuis l'armistice, il lui a confié le service des bibliothèques itinérantes. Le Secrétaire du Comité central des Oeuvres de Lecture populaire étant aussi le Directeur du service des bibliothèques publiques au Ministère des Sciences et des Arts, l'unité de vues et d'action est assurée. Aussi bien la collaboration entièrement gratuite des dirigeants du Comité central permet au Trésor de faire de sérieuses économies — ce qui, par ces temps de compression des dépenses, n'est certes pas à dédaigner.

Aujourd'hui que les efforts de ces amis des bibliothèques seront mieux compris et soutenus, nous sommes heureux de leur exprimer toute notre reconnaissance.

Avant de finir ce rapport, je désire attirer l'attention de la Chambre, sur une question de toute première importance : le choix des livres qui seront envoyés aux bibliothèques subventionnées par l'État. L'article 8 du projet du Gouvernement stipule, en effet, que l'intervention de l'État se fera *par envoi de livres* ou par des subsides en espèces.

Lors de la discussion du budget des Sciences et des Arts dans la séance du 9 juin dernier, le vénérable Ministre d'État *Woeste* a posé nettement le problème dans les termes que voici :

Qu'est-ce que la question des bibliothèques publiques? Pourquoi, elle aussi, a-t-elle parfois soulevé parmi nous — depuis que la proposition a été faite — quelques craintes que j'exprimerai aussi franchement que je l'ai fait relativement aux nouveaux inspecteurs; *La question des bibliothèques publiques se résume dans la question du choix des livres.*

Voilà la question qui est au fond de ce problème; il n'y en a pas d'autre. Nous avons craint, de divers côtés — et là-dessus j'appellerai dans un instant les explications de M. le Ministre des Sciences et des Arts, s'il veut bien nous les donner, — nous avons craint qu'il n'y ait dans ces bibliothèques des envois de livres

qui soient de nature à contrarier l'enseignement donné aux enfants et dont les grandes lignes sont tracées par la loi. Il y a dans la loi sur l'enseignement primaire deux articles, l'article 17 et l'article 21 qui déterminent quels sont les pouvoirs des instituteurs et qui tracent la direction que ceux-ci doivent suivre dans leur enseignement. Eh bien, étant donné que les écoles sont appelées à satisfaire les vœux des pères de famille en même temps qu'à développer les connaissances parmi les enfants, est-ce qu'il ne pourrait pas arriver que l'enseignement réclamé par les familles, désiré par les familles, résultant de ce que la très grande majorité des enfants dans les écoles fréquentent le cours de religion, ne pourrait-il pas arriver, dis je, qu'à l'aide des livres qui seraient envoyés dans ces écoles, on contrarierait l'une des bases fondamentales de la loi?

J'espère que non, et c'est pourquoi je me permettrai de poser à M. le Ministre les deux questions que voici : Qui fera le choix de ces livres? Est-ce que ce choix résultera d'indications qui seront données par les communes pour les écoles publiques, par les comités scolaires pour les écoles privées? Je pense que cette question ne peut pas faire l'objet d'un doute, que l'affirmative s'impose, mais je désire cependant que nous soyons bien renseignés sur la situation qui se produira sur ce point. Je demande donc formellement que l'on nous donne à cet égard des garanties qui, j'aime à croire, seront en harmonie avec les sentiments de M. le Ministre, mais qui ne perdraient rien pour être affirmées nettement.

A côté de cette première question, il en est une autre : il pourrait arriver que des livres soient envoyés par le Gouvernement et qui ne soient pas admis par les administrations communales ou par les comités scolaires; il pourrait arriver aussi que des livres venant de tiers soient en opposition avec les grandes lignes de l'enseignement tel que les pouvoirs publics ont voulu le constituer.

Est-ce que, dans ces conditions-là, les administrations des bibliothèques n'auraient pas le droit d'écarter ces dons et de ne pas introduire dans ces espèces de cantine de l'enseignement, existant à côté de l'école, ce qui pourrait nuire aux directions données à cet enseignement?

Je pense, que quant à cette seconde question, la réponse doit être affirmative comme pour la première. Et si elle l'est, à part le point financier de savoir si dans les circonstances actuelles il faut aller aussi loin que le propose M. le Ministre, à part ce point-là, il ne pourra pas encore une fois y avoir de désaccord entre nous et le Gouvernement, d'une part, au sujet de l'utilité des bibliothèques et, d'autre part, au sujet du développement à leur donner.

Voilà les deux points qui ont été agités surtout dans le discours de l'honorable Ministre des Sciences et des Arts et au sujet desquels je tenais à demander quelques explications.

Voici dans quelles termes l'honorable Ministre des Sciences et des Arts à la fin de son discours a répondu aux observations de M. Woeste :

Car, Messieurs, il est bien évident que pour chacun de nous, il y a de mauvais livres, mais il est évident aussi que ce ne sont pas les mêmes. La qualité que nous attribuons à un livre correspond à notre tendance et dépend donc de l'esprit de parti. Si nous voulons éviter celui-ci, nous devons renoncer à l'immixtion de l'État dans le

choix des livres et constituer les bibliothèques, non selon les préférences du pouvoir, mais au gré des gens qui les fréquentent, c'est-à-dire répondre aux demandes des lecteurs.

Votre Section Centrale s'est unanimement ralliée à cette manière de voir. Elle estime avec M. le Ministre que le choix des livres doit être laissé aux bibliothèques elles-mêmes et que les livres doivent répondre aux demandes des bibliothèques et des lecteurs.

* * *

La Section Centrale présente trois amendements se rapportant aux articles 4, 6 et 8 du projet du Gouvernement. Nous croyons que les textes proposés sont suffisamment clairs pour ne pas appeler de commentaires.

Escomptant un vote favorable pour ces amendements votre Section Centrale a approuvé à l'unanimité le projet qui vous est soumis. Elle convie la Chambre à adopter cet important projet.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

BERTRAND.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 4.

Rédiger l'article comme suit :

Toute commune établissant ou adoptant une bibliothèque doit consacrer au moins 25 centimes par tête d'habitant à l'aménagement, à l'entretien et au développement de la bibliothèque.

ART. 6.

Rédiger le g) comme suit :

g) Être gérée par un bibliothécaire de nationalité belge, sans distinction de sexe, possédant un certificat d'aptitude, sauf dispense par arrêté ministériel.

Sont dispensés de plein droit : les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur, d'un certificat d'études moyennes supérieures, et, pendant trois ans après la promulgation de la présente loi, les porteurs d'un diplôme d'enseignement normal primaire.

ART. 8.

Rédiger l'article comme suit :

Des arrêtés royaux régleront, en déans les trois mois, ce qui concerne l'application de la loi, et notamment la composition et les attributions du Conseil Supérieur, la composition et les attributions de l'inspection, la déli-

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 4.

Dit artikel te doen luiden :

Iedere gemeente, die een bibliotheek sticht of aanneemt, is verplicht ten minste 25 centiem per inwoner te besteden aan de inrichting, het onderhoud en de uitbreiding der bibliotheek.

ART. 6.

Litter. g) te doen luiden :

g) Bestuurd zijn door een bibliothecaris van Belgische nationaliteit, man of vrouw, in bezit van een bekwaamheidsgetuigschrift, tenzij hij daarvan is vrijgesteld bij ministerieel besluit.

Zijn van rechtswege vrijgesteld : de houders van een diploma van hooger onderwijs, van een getuigschrift van middelbare studiën van den hooger graad, en, gedurende drie jaren na de afkondiging dezer wet, de houders van een diploma van lager normaal onderwijs.

ART. 8.

Dit artikel te doen luiden :

Bij Koninklijke besluiten wordt, binnen drie maanden, geregeld al wat de toepassing dezer wet betreft, inzonderheid de samenstelling en de bevoegdheden van den Hooger Raad, de samenstelling en de bevoegdheden van

vrance du certificat d'aptitude, la situation des bibliothécaires, l'intervention de l'État soit par envoi de livres, soit par des subsides en espèces.

L'envoi des livres sera fait après entente entre l'administration centrale des bibliothèques publiques et la Direction de la bibliothèque.

den dienst van toezicht, het afleveren van het bekwaamheidsgetuigschrift, de toestand der bibliothecarissen, de tussenkomst van den Staat hetzij door toezending van boeken, hetzij door toelagen in specie.

Het toezenden van boeken geschiedt na verstandhouding tusschen het centraal beheer der openbare bibliotheken en het Bestuur der bibliotheek.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JUNI 1921.

Wetsontwerp betreffende de Openbare Bibliotheken (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het verslag van de Commissie der Openbare Bibliotheken en de daarbij gevoegde Memorie van Toelichting, ontslaan mij er van langer nadruk te leggen op de dringende noodzakelijkheid van het u voorgelegde ontwerp.

Onder de talrijke beschouwingen die het ontwerp kunnen billijken, zijn er twee van bijzonder belang en die aan de opmerkzaamheid onzer achtbare collega's niet kunnen ontgaan.

De pogingen van meer dan eene halve eeuw in Amerika en Engeland voor de oprichting en uitbreiding van de openbare bibliotheken en de verrassende uitslagen die bekomen werden, bewijzen dat deze instellingen, opgevat en ingericht zooals het behoort, dat wil zeggen niet als instellingen van liefdadigheid maar als een ware openbare dienst, als het hoofdvak van het naschoolsche onderwijs, in de eerste plaats een machtige factor van verstandelijke en zedelijke ontwikkeling zijn.

Men mag de Openbare Bibliotheek beschouwen als de vakschool voor het leven. Er is inderdaad, voor wat betreft de verstandelijke en zedelijke ontwikkeling, een plotselinge stilstand, een overgroote leemte tusschen het verlaten der lagere school en de intrede in het werkelijke leven, dat wil zeggen de vestiging van een gezin, voor al degenen die de verschillende trappen van het onderwijs niet kunnen beklimmen en die de overgroote meerderheid der bevolking uitmaken.

(1) Wetsontwerp, n^o 208.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Bertrand, voorzitter, Theelen, Harmignie, Marck, Verachtert, Heyman, Schaetzen.

Zonder te spreken van de talrijke gemeenten — meer dan de helft van het land — waar er geene bibliotheek voor al de inwoners toegankelijk is, is het niet overdreven te zeggen dat de gemeenten zeldzaam zijn waar er eene Openbare Bibliotheek, dien naam waardig, gevonden wordt; en nochtans, welk ander middel bestaat er voor de meeste inwoners eener gemeente, om het werk te volmaken van onderwijs en opvoeding — ternauwernood in de lagere school ontworpen — dan de openbare bibliotheek die de eenige plaats is waar men zich kosteloos of nagenoeg kosteloos het materieel voor de verstandelijke ontwikkeling kan aanschaffen?

De jongeling die de lagere school verlaten heeft kan voortgaan zich te onder-richten al ware het maar, als ik zeggen mag, krachtens de verkregen stuwkracht. Waaraan zullen de jongelieden hunne talrijke vrije uren nuttiger en beter besteden dan aan lectuur en studie? — Zoo echter de plaatselijke bibliotheek hun het middel niet aan de hand doet, waar zullen zij dan stof vinden voor hunne vrije uren, voor hunne werkzaamheid, hunne leergierigheid of hun leeslust? In de lezing van nuttelooze, zoo niet meestal gevaarlijke feuilletonromans en vlugschriften, zal hun wensch, datgene te ontwikkelen wat zij op school geleerd hebben, langzaam maar zeker uitsterven bij gemis van stof om aan dien wensch te voldoen.

Helgeen waar is voor het naschoolsch onderwijs der jeugd, is het niet minder voor den verstandelijken en zedelijken vooruitgang der volwassenen. En deze tweede beschouwing is niet minder dwingend dan de vorige.

De maatschappelijke vooruitgang heeft de arbeidsuren doen verminderen. Het Belgisch Parlement heeft bijna eenparig de « acht uren wet » gestemd. Het zal een groote weldaad voor onze arbeidersklasse zijn, vooral voor den familiegeest. Maar deze wet eischt, als aanvulling, grondiger vakkenis en zelfs een grondiger algemeene cultuur.

Terecht zegde onlangs de Minister van Wetenschappen en Kunsten dat de heropbeuring der verstandelijke en zedelijke krachten van het land minstens even dringend, zoo niet dringender is dan de heropbeuring der economische krachten.

Van deze waarheid is eenieder diep overtuigd.

Waarover beschikken wij echter om de acht vrije uren nuttig te gebruiken? Over rijwielkoersen, duivenprijskampen, boogschutterijen, kegelbanen, balspelen, kinemas, kroegen, danszalen... Dat is natuurlijk veel te weinig voor de economische en sociale heropbeuring, voor de ontwikkeling en verbetering van het ras, voor den zedelijken en verstandelijken vooruitgang!

Gewis, in de groote steden ontbreken over 't algemeen de middelen tot zelfonderricht niet, ofschoon zij vaak slecht ingericht en te weinig gekend zijn, maar buiten de enkele hoofdplaatsen van provinciën of zeer zeldzame arrondissementen, bestaan er slechts noodinrichtingen, slecht uitgerust, slecht ingericht, vaak moeilijk toegankelijk, die bij tusschenpoozen werken, zonder inkomen, bijna altijd door de openbare machten en de particulieren miskend.

Op dit oogenblik zijn er 1,500 gemeenten zonder openbare bibliotheek.

Ik heb de notas en de catalogussen nageslaan, die elk jaar verstrekt

worden door de bestuurders der bibliotheken welke boekzendingen van het Departement van Wetenschappen en Kunsten ontvangen; de uitslag van mijn onderzoek was intrentig. Ik mag zeggen, zonder vrees te worden tegengesproken, dat onder de 1,600 door het Ministerie erkende bibliotheken er maar weinig zijn die behoorlijk toegerust, ingericht en bestuurd zijn.

Onderstaande tabel is daarvan het sprekend bewijs.

*Gemeenten (behalve Brussel en voorsteden en de hoofdplaatsen der provinciën)
die één of meer bibliotheken bezitten met :*

Min dan 300 boekdeelen.	Van 300 tot 500.	Van 500 tot 1,000.	Van 1,000 tot 3,000.	Meer dan 3,000.
Brabant 66	56	46	31	8
Luik 95	50	37	37	15
Henegouw 67	44	58	38	5
Namen 97	15	9	7	2
Luxemburg 110	50	8	3	0
Antwerpen 27	60	44	30	4
Limburg 60	24	10	8	0
Oost-Vlaanderen . . 28	22	27	19	6
West-Vlaanderen . . 52	22	15	5	6
601	325	252	178	46

Getal gemeenten die het getal boekdeelen, welke zij bezitten, niet opgeven :

Brabant	29
Luik	9
Henegouw	18
Namen	11
Luxemburg	28
Antwerpen	35
Limburg	15
Oost-Vlaanderen	10
West-Vlaanderen	23

Totaal 174

Tot heden beschikte het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten over een crediet van 100,000 frank dat tevens moest dienen tot aanmoediging van de Letterkunde en de Wetenschap en den aankoop van boeken voor de Openbare Bibliotheken. Gelet op den huidige prijs der boeken, kan men aan elke erkende bibliotheek gemiddeld vier tot vijf boeken per jaar zenden. Deze toestand dient verbeterd te worden. En dit des te meer, zoo men nagaat wat in het buitenland op dit gebied werd gedaan.

Sedert meer dan eene halve eeuw zijn in Engeland de « Free public libraries » toegenomen en uitgebreid in verhoudingen die wij nog lang zullen moeten bewonderen alvorens ze te kunnen navolgen. Niettemin moeten wij, in de mate der verhoudingen, daarnaar streven.

Het dichte net van modelbibliotheken, waarop Engeland trotsch mag zijn, werd ook niet in één jaar noch op één dag in het leven geroepen.

De lectuur wordt er steeds als een openbaren dienst behandeld: de bibliotheken hebben er rechtspersoonlijkheid.

De « Ewart Act » van 1880 machtigt de gemeenten eene taxe te heffen voor het onderhoud der bibliotheken, een penny per pond sterling, onderworpen aan de « income tax ».

Zonder te spreken van de kleine landelijke bibliotheken, de leeskabinetten, de bibliotheken van maatschappijen, van clubs, enz., zijn er in Engeland bij de 700 bibliotheken waarvan de kleinste 5,000 boekdeelen bezit en die alle een werkzaal bezitten, eene leeszaal met dagbladen en tijdschriften en vele eene bijzondere zaal voor kinderen.

De Vereenigde Staten van Amerika, die men « het land der bibliotheken » heeft genoemd, zijn in dit opzicht nog beter ingericht dan Engeland.

In 1915 waren er 8,302 bibliotheken waarvan ongeveer 3,000 ten minste 5,000 boekdeelen bezaten. En men kome niet beweren dat in dit land van rijkdommen het de fantastische vrijgevigheid der milliardairs is die toeliet grooter te doen dan in Europa.

Gewis, de hulp schoot niet te kort, milde giften hebben het initiatief in de hand gewerkt, maar het zijn de verschillende Staten die op dit gebied de baanbrekers waren. Zij hebben op zeer nuttige wijze en geleidelijk, na meer dan eene eeuw van inspanning, deze instellingen tot stand gebracht, die men in Europa niet kende en die wij in ons land thans nog niet kennen.

Buiten elke gift of bijzonder inkomen, brengt de bijzondere belasting voor de bibliotheken aan de Vereenigde Staten ongeveer 33,000,000 frank op. Ook dient men op te merken dat een groot getal dezer openbare bibliotheken in de steden filialen en vertakkingen bezitten welke over het platteland zijn verspreid door middel van hunne reizende bibliotheken.

Laten wij nu een blik slaan op een naburig land dat minder inwoners en gemeenten (1,118) telt dan het onze: Nederland.

De jongste volledige statistieken met betrekking tot de openbare bibliotheken, dagteekenen van 1908. Op dit tijdstip telde Nederland reeds 622 bibliotheken.

De jongste inlichtingen worden ons versprekt door het jaarboek van 1919, der *Centrale Vereeniging voor Openbare Leeszalen en Bibliotheken*. 56 gemeenten hebben eene of meer bibliotheken bevattende eene lees- en werkzaal — met dagbladen, tijdschriften, jaarboeken, atlassen, enz. — Op enkele uitzonderingen na, zijn deze bibliotheken elken dag voor het publiek toegankelijk; zij hebben een bezoldigd personeel, bestaande uit gemiddeld vier bibliothecarissen en hulp-bibliothecarissen, en bezitten gemiddeld meer dan 5,000 boekdeelen. Hunne lees- en werkzalen worden jaarlijks door duizenden van personen bezocht.

De pogingen der Engelsche, Amerikaansche en Nederlandsche opvoeders werden rijkelijk beloond.

Niemand, inderdaad, zal betwisten dat in Amerika, in Engeland en in Nederland de Arbeidersklasse beter onderricht is dan in eenig ander land. De boom heeft vruchten gedragen: de bibliotheek heeft het werk voortgezet dat in de school begonnen werd. In Frankrijk zelfs mag de toestand van het

naschoolsche onderwijs met den onzen vergeleken worden. — Het Amerikaansch Comité voor de verwoeste streken en de « American Library Association » hebben hunne pogingen gevoegd bij die van een groep Fransche opvoeders om bibliotheken in te richten, die hun naam waardig zijn.

Het zijn vooreerst de verwoeste streken die voor proefveld dienden en die het eerst de weldaad genoten van hunne toewijding, hunne bevoegdheid en hunne mildheid. Te Soissons en omgeving, te midden der reeds overbevolkte puinen, hebben zij ruime en gerieflijke barakken opgetrokken met afzonderlijke leesalen voor volwassenen en voor kinderen, bevattende duizenden van romans, wetenschappelijke, economische, vakkundige en kunstwerken, en waar honderden gerapatriceerden, na den zwaren arbeid van heropbouw, afleiding komen zoeken in het zelfonderricht.

Deze voorbeelden, deze uitslagen wijzen ons aan welke onze plicht is.

Met het ons voorgelegde ontwerp te stemmen kunnen wij het verloren terrein snel herwinnen.

Steunend op de ondervinding, kunnen wij bevestigen dat geene wetgeving op dit gebied meer volledig, meer vrijzinnig is dan het wetsontwerp dat ons wordt voorgelegd. Met het te stemmen zullen wij eenen grooten dienst aan ons land bewijzen.

Openlijk dient hier hulde gebracht aan een werk uit den oorlog geboren en dat voortgaat met op het gebied der volkslectuur uitstekende diensten te bewijzen.

Wanneer, in 1915, de bezetter de credieten afschafte voor de openbare bibliotheke, werd het *Centraal Comité der Werken voor Volkslectuur* gesticht door den heer A. Rouvez, destijds bestuurder bij het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, bijgestaan door de heeren Van Overbergh, voorzitter, Cornelis Lebègue, ondervoorzitter en Nijns-La Gye, schatbewaarder, en met de milde hulp van het Nationaal Comité en enkele mannen van de daad. — Bij het overlijden van den heer Rouvez, volgde de heer Ad. Rutten hem op als secretaris.

Het Centraal Comité herstelde 182 bibliotheken door den oorlog verwoest, het schonk boeken aan 1,525 bibliotheken en het heeft thans meer dan 1,200 reizende bibliotheken in omloop.

De Regeering was van meening dat dit werk niet mocht verdwijnen met den oorlog. Sedert den wapenstilstand heeft zij het belast met den dienst der reizende bibliotheken. De secretaris van het Centraal Comité der Werken van Volkslectuur is tevens bestuurder van den dienst der openbare bibliotheken bij het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten zoodat de eenheid van opvatting en werking gewaarborgd is. Ook laat de geheel kosteloze medewerking van de bestuurders van het Centraal Comité aan de Regeering toe ernstige bezuinigingen te doen — wat in dezen tijd van besnoeiing der uitgaven voorzeker niet te versmaden is.

Thans dat de pogingen dezer vrienden der bibliotheken beter begrepen en gesteund worden, zijn wij gelukkig hun daarvoor onzen dank te betuigen.

Alvorens dit verslag te sluiten, wensch ik de aandacht van de Kamer te vestigen op een vraagstuk van het allerhoogste belang : de keus der boeken

die zullen gezonden worden aan de bibliotheken die toelagen van den Staat genieten. Artikel 8 van het ontwerp der Regeering bepaalt dat de tuſſchenkomst van den Staat geschiedt hetzij door *toezending van boeken*, hetzij, door toelagen in specie.

Bij het behandelen der Begrooting van Wetenschappen en Kunsten, op 9 Juni jongstleden, heeft de achtbare Minister van State Wobſte duidelijk het vraagstuk gesteld als volgt :

Wat is het vraagstuk der openbare bibliotheken ? Waarom heeft dit ook soms tusſchen ons — sedert het voorſtel werd ingediend — eene vrees doen oprijzen die ik even eerlijk zal blootleggen als ik het gedaan heb in zake de nieuwe opzieners. *Het vraagstuk der openbare bibliotheken komt neer op het vraagstuk van de keus der boeken.*

Ziedaar wat de grond van dit vraagpunt uitmaakt ; een andere kwestie moet er niet gezocht worden. Wij hebben gevreesd, van verschillende zijden — en daarover wenschte ik wel aanstonds de verklaringen te hooren van den Minister van Wetenschappen en Kunsten, zoo hij ons die geven wil — wij hebben gevreesd dat er in deze bibliotheken boekenzendingen voorkomen in ſtrijd met het onderwijs aan de kinderen verſtrekt en waarvan de breede trekken door de wet zijn aangegeven. Er zijn in de wet op het lager onderwijs twee artikelen, artikel 17 en artikel 21, die de bevoegdheid van de onderwijzers bepalen en de richting aangeven die zij bij hun onderwijs moeten volgen. Welnu, aangezien de ſcholen aan den wensch der huisvaders moeten voldoen en tevens de kenniſſen der kinderen ontwikkelen, zou het dan niet kunnen gebeuren dat het onderwijs door de gezinnen geëiſcht, door de gezinnen gewenscht en dat voortſpruit uit het feit dat de overgrootste meerderheid der kinderen den godsdienſtleergang volgen, zou het dan niet kunnen gebeuren, zeg ik, dat met behulp van de naar deze ſcholen gezonden boeken, men een van de grondſlagen der wet zou ondermijnen ?

Ik hoop van neen, en daarom ben ik zoo vrij de twee volgende vragen tot den heer Minister te richten : Wie zal die boeken kiezen ? Zal de keus het gevolg zijn van aanwijzingen voor de openbare ſcholen door de gemeenten, voor de private ſcholen door de ſchoolcomiteiten gegeven ? Ik meen dat er aangaande dit vraagstuk geen twijfel mag bestaan ; dat het bevestigend dient beantwoord te worden, maar ik wensch nochtans dat wij zouden worden ingelicht aangaande den toestand die zich zal voordoen. Ik vraag dus beſlist dat men ons dienaangaande de waarborgen geve die, ik hoop het, in eenklank zullen zijn met de gevoelens van den heer Minister, maar die er niets zouden bij verliezen op duidelijke wijze te worden bevestigd.

Naast deze eerste vraag is er eene andere : het zou kunnen gebeuren dat boeken door de Regeering gezonden niet zouden aangenomen worden door de gemeentebesturen of door de ſchoolcomiteiten ; het zou ook kunnen gebeuren dat boeken, komende van derden, in ſtrijd zouden zijn met de grootte lijnen van het onderwijs zooals de openbare machten het hebben willen inrichten.

Zullen, in die omſtandigheden, de besturen der bibliotheken niet het recht hebben deze giften af te wijzen en in deze ſoort cantines van het onderwijs, die naast de ſchool bestaan, niet te laten binnendringen wat

schadelijk zou kunnen zijn voor de richtingen aan dit onderwijs gegeven?

Ik meen dat, betreffende deze tweede vraag, het antwoord bevestigend moet zijn zooals voor de eerste. In dit geval en afgezien van het financieel punt, te weten of in de huidige omstandigheden men zoo ver moet gaan als de heer Minister het voorstelt, vraag ik of er dan geen verschil van meening zal mogen bestaan tusschen ons en de Regeering, eenerzijds, over het nut der bibliotheken en, anderzijds, over de uitbreiding die er moet aan gegeven worden.

Ziedaar de twee punten die vooral werden aangeraakt in de rede van den achtbaren Minister van Wetenschappen en Kunsten en waarover ik eenige verklaringen heb willen vragen.

Ziehier in welke bewoordingen de achtbare Minister van Wetenschappen en Kunsten, op het slot zijner rede, de aanmerkingen van den heer Woeste beantwoordde.

» Want, Mijne Heeren, het spreekt van zelfs dat, voor ieder van ons, er slechte boeken zijn, maar het spreekt ook van zelfs dat het niet dezelfde zijn: De hoedanigheid die wij aan een boek toekennen ligt in de lijn onzer strekking en hangt dus af van den partij gerst. Zoo wij dezen willen vermijden, dan moeten wij afzien van de tusschenkomst van den Staat bij de keus der boeken en bibliotheken oprichten, niet volgens de voorkeur van het bewind, maar volgens den wensch van de menschen die ze bezoeken, dat wil zeggen dat wij aan de aanvragen van de lezers moeten gevolg geven. »

Uwe Middenafdeeling heeft eenparig deze zienswijze goedgekeurd. Zij is het eens met den heer Minister dat de keus der boeken aan de bibliotheken zelf moet worden overgelaten en dat de boeken moeten beantwoorden aan de aanvragen der bibliotheken en der lezers.

* * *

De Middenafdeeling dient drie amendementen in op de artikelen 4, 6 en 8 van het ontwerp der Regeering. Wij meenen dat de vóorgestelde teksten duidelijk genoeg zijn om elk commentaar te kunnen ontberen.

In de hoop hare amendementen te zien aannemen, heeft uwe Middenafdeeling met algemeene stemmen het U voorgelegde ontwerp goedgekeurd. Zij noodigt de Kamer uit dit belangrijk ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

